



Le non à l'initiative «contre le droit international» réaffirme clairement l'importance d'une Suisse interconnectée au niveau international

En refusant nettement l'initiative «contre le droit international», les citoyens ont renforcé l'État de droit, la protection des droits fondamentaux et surtout la Suisse en tant que nation exportatrice. economiesuisse, la faîtière de l'économie, s'est engagée avec force dans la campagne de votation et prend acte du résultat avec beaucoup de satisfaction.

Pour la place économique suisse et en particulier pour l'industrie exportatrice, le rejet clair de l'initiative «contre le droit international» par le peuple et les cantons envoie un signal positif. «Ce refus net réaffirme l'importance d'une interconnexion internationale de la Suisse et de la sécurité juridique. C'est aussi un signal important envoyé à nos partenaires: quiconque passe des traités avec la Suisse peut compter sur le fait que nous tenons nos engagements», a déclaré Heinz Karrer, président d'economiesuisse, à Berne.

La faîtière de l'économie s'est engagée au sein d'une large alliance du non et a combattu l'initiative avec une campagne bien visible. Dans ce cadre, dix-huit conteneurs ont notamment été empilés devant le Palais fédéral, à la mi-octobre, pour mettre en avant l'importance de l'économie exportatrice pour la Suisse.

Autres votations dans la ligne de mire

Aux yeux d'economiesuisse, la décision prise aujourd'hui représente seulement une victoire d'étape. Deux autres scrutins qui soulèvent des questions similaires auront lieu rapidement. Il s'agit, d'une part, du référendum relatif à la législation sur les armes en lien avec Schengen. Il y a aussi, d'autre part, l'initiative dite de «limitation», déposée récemment, qui s'en prend à l'accord sur la libre circulation des personnes et menace ainsi l'ensemble des accords bilatéraux I. Dans ces débats, economiesuisse s'engagera également en faveur d'une Suisse ouverte, souveraine et forte.